

APPEL POUR UNE MOBILISATION EUROPÉENNE CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LES TRAITÉS DE LIBRE ÉCHANGE

Les 15, 16 et 17 octobre 2015 à Bruxelles

En **Europe**, les quotas laitiers ont été supprimés entraînant la baisse des prix et l'appauvrissement des producteurs.

En **Espagne**, le budget du ministère de l'éducation a été diminué de 14,5% en 2013.

L'âge de la retraite a été élevé de deux ans et le montant diminué de 15% en **Grèce** en 2013 et les acteurs politiques de la zone euro voudraient encore les abaisser, deux mesures discutées actuellement en **France** et en **Belgique**.

En **Belgique**, les allocations de chômage diminuent plus vite et certaines ont été limitées dans le temps. En **Allemagne**, les conditions d'accès ont été durcies et la période d'indemnisation réduite dès 2005.

Au **Portugal**, le budget de l'aide aux plus pauvres a été raboté de 16% en 2013.

Des emplois ont été détruits provoquant le chômage de 26 millions de personnes en **Europe** toujours en 2013 la même année.

Entre 2010 et 2018, 1,1 millions d'emplois auront été supprimés dans les services publics en **Grande Bretagne**.

La Sécurité sociale a été diminuée de 5% en **Roumanie** en 2011.

Avec pour conséquences, en Grèce, une baisse de 3 ans de l'espérance de vie, une hausse de 50% du taux de mortalité infantile et un taux de suicide accru de 40%. Au niveau de l'Europe, c'est entre 15 et 25 millions de personnes supplémentaires en situation de pauvreté d'ici 2025 !

La liste est longue des mesures d'austérité imposées aux peuples d'Europe et de leurs conséquences désastreuses. Même si l'intensité et les périodes de ces attaques varient d'un pays à l'autre, la même logique est à l'oeuvre. Au nom de la compétitivité et des dogmes libéraux, ces politiques détruisent les droits sociaux, économiques et démocratiques ainsi que toute perspective de transition écologique. La dette publique est utilisée comme un outil de domination pour détruire nos conquêtes sociales et empêcher toute alternative politique d'émerger. Or l'approfondissement des inégalités et l'augmentation de la pauvreté sont à l'opposé de notre projet de société.

Si nous ne barrons pas la route à ces politiques destructrices, les politicien/nes qui les défendent iront encore plus loin en renforçant la compétition entre acteurs inégaux. Les Traités de libre échange en sont une illustration. Non satisfaits d'avoir créé les conditions d'un dumping social et fiscal et la fragilisation des pays du Sud et de l'Est de l'Europe à travers le marché unique, l'Union européenne a entrepris des négociations pour renforcer le pouvoir des multinationales sur les peuples et leur souveraineté, ici comme ailleurs.

Mais rien n'est inéluctable et des alternatives existent. Les Madrilènes se sont mobilisés contre la privatisation des hôpitaux et ils ont gagné. Des activistes du monde entier se sont mobilisés contre l'AMI¹, ou plus récemment contre l'ACTA², et ces textes ont été

¹ Accord Multilatéral sur les Investissements

² Accord commercial anti-contrefaçon

abandonnés. Les Grecs, après des mois de mobilisations, ont élu un gouvernement plus progressiste qui veut sortir de la logique mortifère de l'austérité et a déjà annoncé qu'il ne signerait pas le Traité de libre échange avec les Etats unis, le TTIP³. Les étudiants et travailleurs français se sont mobilisés contre la précarisation de l'emploi des jeunes à travers le CPE⁴, et la loi a été retirée. La population islandaise a refusé de payer les dettes privées de la banque Icesave. Etc.

Les politiques libérales étant soutenues, sinon pas exigées, par l'Union européenne, c'est à ce niveau là aussi que nous devons organiser la résistance.

- L'austérité ça suffit !
- Stop aux négociations du TTIP, du TISA⁵ et autres accords de libre échange. Non à la ratification du CETA⁶.

Cette Europe n'est pas la nôtre, il est urgent d'en construire une autre, sociale, écologique et démocratique !

Au programme

le 15 octobre, des Marches arriveront d'Europe à Bruxelles lors d'une mobilisation initiée par des plate-formes belges visant à travers des actions diversifiées et non violentes à encercler le sommet des chefs d'état.

Le 16, plusieurs actions et débats auront lieu avec notamment une manifestation contre la pauvreté à Namur, une conférence citoyenne sur la dette et un meeting sur les alternatives politiques en Europe.

Le 17, après midi, une manifestation européenne est prévue avec d'importantes délégations internationales. La date est symbolique puisqu'il s'agit de la journée internationale de lutte contre la pauvreté. S'ils veulent combattre la pauvreté, qu'ils arrêtent l'austérité!

Nous appelons tout collectif ou organisation qui combat pour construire une Europe différente à appuyer les marches et à se mobiliser pour rejoindre Bruxelles pour les actions des 15, 16 et 17 octobre.

³ Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

⁴ Contrat de Première Embauche

⁵ Accord sur la commercialisation des services

⁶ Accord économique et commercial entre UE et Canada, dont le texte a été finalisé en septembre 2014